

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

# Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 6 MARS 2026

**Brent Joyce, CFA**, stratège en chef, Placements  
**Dan Phillips, CFA**, chef des placements, États-Unis  
**Carol Schleif, CFA, SASB-FSA**, Stratège en chef du marché

## Après la tempête (d'une force inouïe)

« Plus les difficultés sont grandes, plus il y a de gloire à les surmonter. Ce sont les tempêtes et les turbulences qui confèrent leur réputation aux navigateurs habiles. »

– Épictète

**Le fil conducteur :** Samedi dernier, lorsque les États-Unis et Israël ont lancé une opération militaire conjointe contre l'Iran, les négociateurs ont initialement fait preuve d'une retenue remarquable. La situation a toutefois changé au fil de la semaine, étant donné que les hostilités se sont intensifiées au lieu de s'apaiser. En règle générale, les marchés font rapidement fi des perturbations géopolitiques, surtout lorsque les données fondamentales de départ sont aussi robustes qu'à l'heure actuelle. À long terme, nous nous attendons à un dénouement similaire, même si cela prendra peut-être du temps (et que la volatilité des marchés risque de s'intensifier).

## Démarrage en lion pour le mois de mars

Cela faisait des mois que le conflit couvait au Moyen-Orient, malgré les négociations visant à trouver une solution diplomatique. Les tensions ont également grandi sur les marchés financiers; les prix de l'énergie ont augmenté au cours des dernières semaines et les valeurs refuges, comme les obligations du Trésor américain, l'or et le dollar américain, se sont raffermies. Lorsque la tempête a finalement éclaté tôt samedi matin (avec les opérations Epic Fury des États-Unis et Roaring Lion d'Israël), les investisseurs ont rapidement commencé à prendre différents résultats en considération. Voici quelques-unes des principales variables :

- durée probable;
- aggravation des pressions inflationnistes en raison des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement ou d'une hausse des prix de l'énergie;
- ralentissement possible de la croissance économique.

La réaction initiale du marché a été curieusement modérée. À notre avis, beaucoup croyaient que le conflit serait terminé après la mort de douzaines de hauts responsables iraniens lors de l'assaut initial, surtout au vu de la supériorité militaire combinée des États-Unis et d'Israël. Les marchés mondiaux ont plongé mardi et ont évolué de façon plus nuancée mercredi (les plus fortes baisses depuis des années en Asie du Sud-Est et redressement des bourses européennes et américaines). L'Iran a continué ses contre-attaques musclées en lançant des missiles et des drones sur plus d'une douzaine d'États du Golfe et de bases militaires américaines situées dans la région. Le pays en difficulté a également menacé de représailles les navires qui tenteraient de traverser le détroit d'Ormuz, un passage essentiel pour le transport de marchandises européennes et d'un cinquième de l'approvisionnement mondial en pétrole.

La férocité de la riposte iranienne était peut-être prévisible. À l'instar de la ténacité inattendue de l'Ukraine face à un possible anéantissement politique, l'Iran doit considérer les bombardements comme une menace existentielle et, par conséquent, utilise tous les outils de son arsenal (littéral et figuré) pour assurer sa survie. Le président Donald Trump et divers membres de son cabinet ont averti que le conflit pourrait durer de quatre à cinq semaines, voire plus, au besoin, préparant psychologiquement les États-Unis à la possibilité que le conflit diffère de l'intervention menée au Venezuela en janvier ou de la guerre de 12 jours contre l'Iran l'an dernier.

## Protéger les voies de transport du pétrole, du gaz et des marchandises

Le pétrole et un sous-produit clé, le gaz naturel liquéfié (GNL), constituent la principale activité des États du Golfe. Au cours des premiers jours du conflit, toutes les parties semblaient prendre bien soin d'éviter d'endommager les infrastructures énergétiques; ainsi, les États-Unis et Israël se sont attachés à détruire les installations militaires de l'Iran. De son côté, l'Iran a contre-attaqué en choisissant des cibles susceptibles d'inciter d'autres pays de la région à faire pression sur les États-Unis et Israël pour qu'ils reviennent à la table de négociation. *Ironiquement, l'Iran semble avoir produit l'effet inverse, puisque les autres pays du Golfe ont exprimé leur consternation au fait d'être visés.*

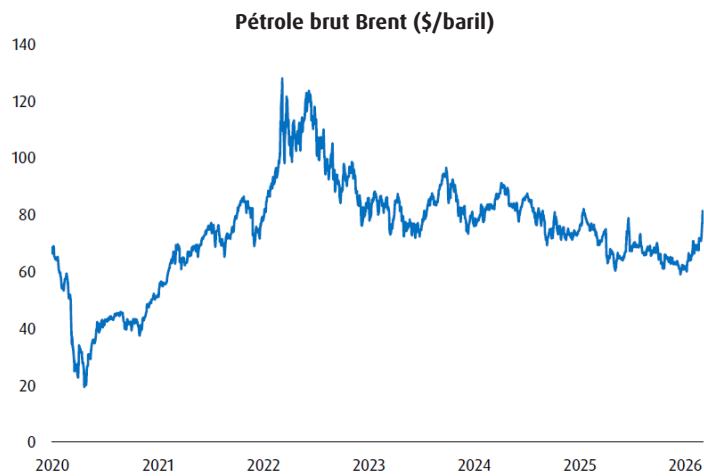
Acheminer les produits énergétiques jusqu'aux clients finaux est tout aussi important que la production d'énergie elle-même dans la région. La navigation dans le goulot d'étranglement que représente le détroit d'Ormuz a pratiquement cessé à cause des menaces d'attaques de la part de milices soutenues par l'Iran et de l'annulation (ou de l'augmentation substantielle des prix) de l'assurance. Mardi, le président Trump a annoncé sur les réseaux sociaux qu'au besoin, la marine américaine

escorterait les pétroliers dans cette région et que le gouvernement américain offrirait « immédiatement » une assurance et des garanties contre les risques politiques.

En théorie, l'Iran doit réduire au minimum les dommages aux capacités de production et de distribution d'énergie, car ils mettraient en péril sa capacité à négocier ou à se redresser rapidement. Au cours des derniers jours, cependant, l'Iran a intensifié ses attaques contre les infrastructures énergétiques. Maintenant que le détroit d'Ormuz est bel et bien fermé, Bloomberg estime que près de 14 millions de barils par jour sont bloqués, soit près du tiers du transport maritime de pétrole brut à l'échelle mondiale<sup>1</sup>.

## Les prix de l'énergie reflètent les tensions

En décembre dernier, le prix du baril de pétrole avait fléchi jusqu'à son niveau le plus bas en près de cinq ans, avant de commencer à remonter au début de 2026, en réponse aux attentes de raffermissement de la croissance mondiale (voir le graphique). Cependant, dans la foulée des nouvelles hostilités au Moyen-Orient, le pétrole brut Brent s'est sensiblement apprécié, se négociant à plus de 80 \$ le baril ces derniers jours.



Les prix de l'énergie sont importants, car ils peuvent avoir une incidence positive ou négative notable sur l'inflation. Leur hausse se répercute rapidement sur les prix de l'essence, ainsi que sur les coûts d'expédition et du transport aérien et autres coûts liés au transport et à la chaîne d'approvisionnement. Ils sont une composante clé du prix de presque tous les biens (directement ou indirectement) par l'intermédiaire des frais de transport. **Bien que les économistes fassent souvent abstraction des fluctuations des prix de l'énergie (et des aliments) lorsqu'ils évaluent l'évolution des prix, c'est la première chose que voient les consommateurs.** Une hausse des prix à la pompe ne fait qu'accroître la frustration des consommateurs fatigués de l'inflation. Le gouvernement le sait, ainsi que tous les élus qui cherchent à se faire réélire. Comme l'abordabilité est maintenant un sujet brûlant aux États-Unis, nous ne serons pas surpris de voir l'administration Trump agir rapidement pour trouver des moyens de faire baisser les prix. Un règlement rapide du conflit ou un retour de toutes les parties à la table de négociation pourrait faire l'affaire.

## Nous avons déjà vécu cette situation et nous nous en sommes sortis

Le monde a dû composer avec des chocs pétroliers dans le passé, plus récemment lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine (en 2022) et durant la guerre de 12 jours contre l'Iran l'année dernière (voir le tableau au bas de la page 3). Il est intéressant de noter que **lors des chocs pétroliers des décennies précédentes, les États-Unis étaient un importateur net de pétrole et de gaz, tandis qu'aujourd'hui, ils sont un exportateur**

**net; en théorie, la situation est donc « différente cette fois-ci ».** Le fait que le Canada est un exportateur net de pétrole contribue également à atténuer les répercussions économiques directes, même si les deux pays sont évidemment préoccupés par la hausse générale des prix.

La réaction des marchés pétroliers est prévisible et l'ampleur du mouvement est gérable (pour l'instant). En outre, on estime qu'au début du conflit, il y avait une surabondance de l'offre de pétrole d'environ 4 millions de barils par jour<sup>2</sup>. Soulignons que des réserves stratégiques existent dans de nombreux pays, notamment les États-Unis, le Japon, l'Europe et la Chine. Le problème, bien sûr, est de l'acheminer là où il doit aller sans augmenter considérablement les prix ni allonger les délais. **Le pétrole restera volatil, mais une hausse à court terme ne menace pas les données fondamentales qui importent le plus aux marchés, à savoir la trajectoire solide de la croissance mondiale qui, elle, dicte les bénéfices des entreprises.**

## Hypothèses sur l'évolution de la situation

À l'heure actuelle, le plus grand défi pour les investisseurs est l'éventail des résultats possibles, ainsi que la nature tranchée de certains scénarios (issues très bonnes ou très mauvaises, sans intermédiaire). Le conflit pourrait tout aussi bien durer des semaines qu'être réglé d'ici vendredi. Si les perturbations se poursuivent, le cours du pétrole pourrait atteindre des sommets à plus de 100 \$ ou retomber aux creux de la pandémie. Quelques théories s'ajoutent aussi à l'éventail des possibilités :

### Facteurs défavorables potentiels :

- Les dirigeants iraniens sont remplacés par un régime tout aussi dur, répressif et anti-occidental.
- Le conflit s'éternise ou nécessite l'envoi de troupes sur le terrain. Cela maintient les prix de l'énergie à un niveau élevé. L'administration Trump a insisté sur le fait qu'elle ne veut pas d'une guerre qui n'en finit pas ni de troupes sur le terrain. Lors d'une conférence de presse tenue mercredi matin, Pete Hegseth, le secrétaire du département de la Défense, et Dan Caine, le président de l'Instance collégiale des chefs d'état-major, ont souligné la force militaire distincte et exhaustive des États-Unis ainsi que leur résistance.
- La hausse des coûts de l'énergie se répercute sur les coûts des intrants, empêchant la reprise de la déflation en plus de coincer la Fed entre la rigidité des prix et les exigences de la Maison-Blanche qui demande une réduction des taux d'intérêt.
- Les installations de production ou de transport d'énergie subissent des dommages importants et durables.
- Des cyberattaques pourraient être lancées contre diverses cibles mondiales; l'expertise pointue de l'Iran en la matière est bien connue.

### Facteurs favorables potentiels :

- Le conflit est rapidement résolu ou, du moins, toutes les parties s'assoient à la table de négociation.
- La résolution rapide ramène les prix de l'énergie à des niveaux égaux ou inférieurs à ceux qui prévalaient avant que les tensions ne commencent à monter.
- Une paix plus durable se met en place au Moyen-Orient.
- Un meilleur équilibre mondial est créé entre les deux superpuissances impétueuses. La Chine contrôle les terres rares et les États-Unis ont une influence sur l'énergie, en particulier celles destinées à la Chine. Chaque pays a intérêt à établir des relations de travail fondées sur la collaboration et favorables à l'économie mondiale (et se trouve en excellente position pour négocier).
- L'Iran et le Venezuela n'étaient pas seulement deux des principaux alliés ou forces interposées de la Chine; ils lui fournissaient également environ 20 % de son pétrole (en grande partie à des prix réduits). La Chine importe d'énormes quantités de combustibles bon marché pour soutenir son infrastructure manufacturière à faible coût (tout

comme l'Inde). La Russie fournit aussi environ 20 % du pétrole que la Chine achète, également à escompte. Ce pétrole pourrait revenir sur le marché libre dans le cadre d'un éventuel accord de paix. La Chine conserverait l'accès aux approvisionnements essentiels, mais perdrait les rabais dont elle a bénéficié, ce qui contribuerait à rétablir l'égalité avec les autres pays manufacturiers.

- De nombreux facteurs déflationnistes (ralentissement de l'embauche/ croissance des salaires et progrès technologiques) contribuent à maintenir les taux à leur niveau actuel.
- De plus, la ruée vers les obligations souveraines en tant qu'actifs refuges exerce des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt.

## Observations sur le marché

Pas plus tard que la semaine dernière (c'est-à-dire avant le début de la guerre), l'économie reposait sur des bases solides. Les marchés boursiers se trouvaient à seulement quelques pour cent de leurs sommets historiques, même si une rotation interne marquée était déjà en cours, lorsque les quelques meneurs centrés sur la technologie ont cédé la place à un éventail plus large de participants. *Le marché a évolué de façon ordonnée cette semaine, mais les fluctuations ont semblé plus marquées après l'ascension plus stable et moins volatile observée pendant la majeure partie de l'année dernière.*

L'or, les obligations du Trésor et, surtout, le dollar américain ont rebondi ces dernières semaines et continuent de tenir bon. C'est encourageant et cela renforce un fait important que nous avons souligné tout au long de l'année : **les marchés sont extrêmement efficaces pour ce qui est d'évaluer et d'intégrer toute information nouvelle.** Les marchés (en particulier les marchés boursiers) ont tendance à surmonter relativement rapidement les guerres, pour se recentrer ensuite sur les données fondamentales. Ces dernières demeurent solides, tant pour les économies américaine et mondiale que pour les sociétés. Par exemple, dans la période de publication des résultats du quatrième trimestre 2025,

qui touche à sa fin, avec 99 % des résultats des sociétés déjà publiés, la croissance globale des revenus de l'indice S&P 500 s'est élevée à 10 % et celle des bénéfices, à 15 %.

## Répercussions pour les investisseurs

Les opérations récentes montrent que la férocité de la réponse de l'Iran a surpris les investisseurs et que la perspective d'un conflit prolongé les consterne. Les actions, les obligations, les devises et les marchandises ont évolué de façon à refléter les nouvelles réalités, ce qui a provoqué d'importants changements intrajournaliers. Voici ce qu'il faut surveiller : la crise de confiance pourrait se traduire par des répercussions économiques durables. Mais nous en doutons.

De nombreux marchés et actifs ont été réévalués. Par exemple, l'indice boursier Kospi de la Corée du Sud, qui, à un moment donné, était en hausse de près de 50 % pour l'année, a reculé de 15 % au cours des cinq dernières séances. De même (malgré des marges robustes et une forte croissance des revenus et des bénéfices), les sept magnifiques ont reculé d'environ 6 % depuis le début de l'année, tandis que l'indice équilibré S&P a progressé de plus de 6 %. La réévaluation a été prononcée dans de nombreux cas, ramenant les valorisations à des niveaux plus raisonnables qu'il y a une semaine ou deux.

Les économies mondiales devraient connaître une croissance solide au cours de l'année à venir. Des politiciens favorables à la stimulation budgétaire ont été portés au pouvoir dans plusieurs pays clés, et les plans de dépenses en infrastructures et en défense augmentent en conséquence. Les marchés ont surmonté de nombreux défis au cours des 18 derniers mois et nous nous attendons à ce qu'ils fassent de même dans la situation actuelle. Les placements dans une large gamme de marchés et de secteurs boursiers mondiaux, combinés au rôle protecteur que continuent de jouer les obligations, démontrent une fois de plus que la diversification reste efficace.

**Après un démarrage en lion, espérons que le mois de mars se terminera en douceur.**

Événements géopolitiques liés au pétrole	Date de début de l'événement	Baisses de l'indice S&P 500			Rendement du cours par année civile <sup>1</sup>			Fluctuation des prix du pétrole	
		Date de début	Date de fin	Rendement du cours	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Augmentation maximale
Iraq 1 (tempête du désert)	1990-08-02	7-16-90	10-11-90	-19,9 %	-18,7 %	-9,6 %	3,8 %	7,2 %	118,0 %
Iraq 2 (opération Liberté irakienne)	2003-03-20	1-14-03	3-11-03	-14,1 %	-5,0 %	7,7 %	21,3 %	1,4 %	11,4 %
Libye (printemps arabe)	2011-03-19	2-18-11	3-16-11	-6,4 %	-0,2 %	-15,1 %	1,4 %	16,6 %	23,5 %
Ukraine (Guerre entre la Russie et l'Ukraine)	2022-02-24	1-4-22	3-8-22	-13,0 %	-4,4 %	-20,1 %	-19,6 %	-2,7 %	60,0 %
Iran 1 (opération Marteau de minuit) <sup>1</sup>	2025-06-21	6-12-25	6-20-25	-1,3 %	9,0 %	13,9 %	12,8 %	17,4 %	13,7 %
		<b>Moyenne</b>		<b>-10,9 %</b>	<b>-3,9 %</b>	<b>-4,6 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>8,0 %</b>	<b>45,3 %</b>
		<b>Médiane</b>		<b>-13,0 %</b>	<b>-4,4 %</b>	<b>-9,6 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>7,2 %</b>	<b>23,5 %</b>

<sup>1</sup> Les rendements du cours par année civile sont calculés à partir de la date de début de la baisse; le rendement sur un an pour la première attaque en Iran est en date du 3 mars 2026

## Pour en savoir plus sur les scénarios économiques possibles, consultez le document d'Études économiques BMO : Conflict With Iran: Economic Implications

### Points saillants de l'article :

- Quatre scénarios sont présentés; ils décrivent les répercussions potentielles sur les devises, l'inflation, la croissance et le marché.
- Le conflit actuel devrait faire grimper l'inflation globale, car le prix de base du pétrole devrait monter à 69 \$ le baril, contre un prix prévu de 60 \$. L'incidence inflationniste durable ou la répercussion sur l'inflation de base devrait être modérée.
- La hausse des prix de l'énergie ne devrait pas avoir d'effet marqué sur l'économie canadienne (étant donné que le Canada est un exportateur net), mais tout déclin de la croissance mondiale qui en résulterait freinerait également la progression du Canada.
- Si les prix de l'énergie demeuraient élevés et nuisaient à la croissance économique, les banques centrales pourraient se garder d'intervenir et attendre que l'incidence sur la croissance et l'inflation se précise avant de décréter de nouvelles baisses.

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

### Cette semaine

**Les États-Unis promettent un répit pour les navires qui traversent le détroit d'Ormuz** – Le président Trump a publié sur Truth Social qu'il avait ordonné à la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis de « fournir, à un prix très raisonnable, une assurance et des garanties contre le risque politique pour la sécurité financière de TOUT le commerce maritime » qui transite par le détroit d'Ormuz. Selon Bloomberg, la DFC est actuellement autorisée à fournir une assurance contre le risque politique de 1 milliard de dollars par entité, ou, dans ce cas-ci, par pétrolier, et peut élargir la couverture aux sociétés étrangères. Sur le plan financier, cela répondrait aux besoins des propriétaires de navires, mais le risque pour les équipages et les navires resterait préoccupant. Le président Trump a également déclaré que la Marine américaine commencerait à escorter les pétroliers pour « assurer la LIBRE CIRCULATION DE L'ÉNERGIE DANS LE MONDE ». Selon Lloyd, 8 % des très grandes cargaisons de pétrole brut (d'une capacité d'environ 2 millions de barils chacun) sont « bloquées dans le golfe du Moyen-Orient ». La pénurie de capacité des pétroliers qui en résulte a fait en sorte que les taux d'affrètement ont atteint des sommets records. Lloyd's ajoute que, lundi, des dirigeants de la Marine américaine ont dit au représentant de l'industrie du transport maritime qu'il n'y avait « aucune chance » que des escortes navales soient fournies sous peu. Pour un monde qui dépend du pétrole et du gaz en provenance du Moyen-Orient, la publication de M. Trump offre de l'espoir pour un allègement des prix.

**Les indices ISM des États-Unis laissent entrevoir des lueurs d'espoir pour le secteur manufacturier** – L'Institute for Supply Management a publié les données de son enquête mensuelle pour février qui montrent que le secteur continue de se redresser. Pour le mois, les résultats de l'indice composé ISM ont été de 52,4 %, ce qui est inférieur de 0,2 point de pourcentage à janvier, mais supérieur aux prévisions consensuelles de 52 % de Bloomberg. La croissance positive soutenue de l'indice des nouvelles commandes a contribué à favoriser la hausse de la production et des carnets de commandes, tandis que les répondants étaient optimistes dans l'ensemble à l'égard de la demande à court terme. L'indice de l'emploi demeure en territoire de contraction, et l'ISM souligne que 45 % des répondants indiquent toujours qu'au sein de leur société, la norme consiste à gérer le nombre d'employés plutôt que d'embaucher. Pendant la majeure partie de 2025, un dénominateur commun dans les communiqués mensuels de l'ISM sur le secteur manufacturier était le ton optimiste du communiqué de presse principal, tandis que la section « Ce que les répondants disent » était nettement négative. Les commentaires du sondage de février sont restés négatifs en raison des obstacles tarifaires persistants, mais une poignée de commentaires positifs sur la demande et la disponibilité de la main-d'œuvre a rééquilibré la section. Un résultat négatif qui ressort du rapport est l'indice des prix, qui a augmenté de 11,5 points pour s'établir à 70,5 %. Il s'agit du plus haut niveau depuis juin 2022 et il fait suite au rapport plus solide que prévu de la semaine dernière sur l'indice des prix à la production, qui a montré que l'inflation de base du commerce de gros avait grimpé de 3,8 % en janvier. La Réserve fédérale surveillera la part de cette inflation des producteurs qui se répercutera sur le coût des biens finaux pour les consommateurs.

**La progression de l'économie canadienne termine l'année à un niveau un peu plus faible que prévu** – Le PIB réel canadien a chuté à un taux annuel de 0,6 % au quatrième trimestre, ce qui est un peu moins élevé que prévu, et représente le deuxième repli trimestriel au cours d'une année 2025 difficile (une baisse avait aussi été enregistrée au deuxième trimestre). Les détails des résultats trimestriels ont été beaucoup plus solides que ne le suggèrent les gros titres. La faiblesse a surtout été imputable à l'important repli des stocks; les ventes

finale ont été solides, s'établissant à un taux annuel de 3,4 %. Les dépenses de consommation ont suivi de près la tendance à un rythme annualisé de 1,7 % au dernier trimestre (nous avions prévu une hausse de seulement 0,2 %), tandis que les investissements des entreprises ont fait belle figure à 2,0 % (nous avions prévu 0,6 %) et que les exportations ont été solides (6,1 %). Les prévisions préliminaires pour janvier sont stables. On peut considérer qu'il s'agit d'une petite réussite, compte tenu des conditions météorologiques difficiles du mois et de la faiblesse marquée (-3,3 %) des ventes du secteur manufacturier publiées plus tôt cette semaine pour le mois. Le groupe Études économiques BMO s'attend à ce que la croissance du PIB s'établisse à un peu plus de 1 % cette année, et suive une trajectoire moins irrégulière qu'en 2025. Une croissance aussi modérée laisse la porte ouverte à des réductions de taux par la Banque du Canada, mais nous n'en sommes pas encore tout à fait là.

**Aux États-Unis, l'emploi est solide** – ADP a annoncé que le secteur privé avait créé 63 000 emplois en février, comparativement aux prévisions consensuelles de Bloomberg de plus de 50 000. Les données montrent également que les salaires moyens ont augmenté de 4,5 % sur 12 mois pour les employés qui ont gardé leur emploi. L'économiste en chef d'ADP, Dre Nela Richardson, a fait remarquer que, même si le chiffre global était positif, l'embauche était étroitement concentrée dans quelques secteurs et que la prime salariale des travailleurs qui changent d'emploi avait touché un creux record. Les données de janvier ont été révisées à la baisse, passant de 22 000 à 11 000. **En février, les petites entreprises ont créé la majorité des emplois, soit plus de 60 000, alors que les entreprises de taille moyenne ont supprimé 7 000 postes.** La croissance de l'emploi a également été très concentrée dans certains secteurs; l'éducation, les services de santé et la construction ont été responsables de presque tous les gains sur environ une douzaine de grands groupes sectoriels. L'emploi dans le secteur manufacturier s'est de nouveau contracté en février, poursuivant une tendance qui reflète probablement les obstacles tarifaires persistants et la demande plus faible chez les producteurs de biens industriels. Les services professionnels et aux entreprises ont perdu 30 000 emplois, ce qui soulève des questions sur l'incidence de l'IA sur le marché du travail.

**Les banques canadiennes publient de solides résultats** – Les plus grandes banques du Canada ont déclaré de solides résultats trimestriels la semaine dernière. Les marchés financiers ont contribué aux résultats supérieurs aux attentes; sur 12 mois, les hausses de revenus internes ont varié de 6 % à 15 %. La croissance des prêts a été modérée, mais les marges d'intérêt nettes ont augmenté pour toutes les banques. Les revenus tirés des honoraires ont été solides, surtout grâce aux activités liées au marché dans l'ensemble des marchés financiers, en raison des revenus de négociation records (en hausse de 11 % sur 12 mois dans les six grandes banques) et de la gestion de patrimoine (récupération des flux de CPG et appréciation du marché). La forte croissance des revenus a aidé toutes les banques à générer un levier d'exploitation positif. Dans leurs commentaires, les banques ont laissé entendre que les consommateurs canadiens étaient résilients, même si l'incertitude persistante entourant les tarifs douaniers, mise en évidence par toutes les banques, devrait contribuer à maintenir les provisions pour pertes sur créances à un niveau élevé au cours de l'exercice 2026. Les ratios de rendement des capitaux propres (RCP) ont été solides, malgré le fait que les ratios de capital sont restés élevés. Toutes les banques affichaient des ratios de fonds propres réglementaires (CET1) de plus de 13 % (le minimum réglementaire est d'environ 11,5 %). Toutes les banques devraient rester actives en ce qui a trait aux rachats d'actions; le rendement du capital et la croissance des bénéfices contribuent à accroître le RCP.

## La semaine prochaine

À part les données sur l'inflation aux États-Unis publiées mercredi (indice des prix à la consommation), la semaine sera tranquille sur le plan des données écologiques – jusqu'à vendredi. Des rapports clés sur la croissance économique globale, l'inflation et la confiance des consommateurs devraient tous être publiés à l'aube de la fin de semaine. En espérant qu'il y aura de bonnes nouvelles pour tous ce vendredi 13.

**Lundi 9 mars** – Rien de prévu

**Mardi 10 mars** – Indice d'optimisme de la NFIB aux États-Unis

**Mercredi 11 mars** – Indice des prix à la consommation aux États-Unis

**Jeudi 12 mars** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et déficit commercial aux États-Unis | Balance commerciale et ventes en gros au Canada

**Vendredi 13 mars** – PIB, DPC, biens durables et confiance des consommateurs aux États-Unis | Taux de chômage, utilisation de la capacité et ventes du secteur manufacturier au Canada

## Fiche des données au 4 mars 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 4 mars 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	6 870	-0,1 %	0,5 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	22 807	0,6 %	-1,8 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	48 739	-0,4 %	1,7 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 605	-0,4 %	7,1 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	33 943	-1,1 %	7,4 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 046	-5,4 %	4,2 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	805	-8,6 %	5,0 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,6 %	1,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,7 %	1,0 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,4 %	1,0 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,0 %	0,7 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,6 %	1,3 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,7 %	1,5 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,8 %	1,4 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,5 %	1,2 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	4 mars 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,10 %	3,94 %	4,17 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,27 %	3,13 %	3,43 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,44 %	4,23 %	4,48 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	2,75 %	2,64 %	2,85 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,11 %	2,11 %	2,06 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 4 mars 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,77	1,2 %	0,5 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	0,0 %	0,6 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	73 340,89 \$	11,9 %	-16,3 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	5 140,36 \$	-2,6 %	19,0 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	74,66 \$	11,4 %	30,0 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'état et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

<sup>1</sup> Strait of Hormuz: How Iran Conflict Is Disrupting Oil and Gas Shipping - Bloomberg

<sup>2</sup> IEA Raises Its Estimate for Record Oil Oversupply in 2026 - Bloomberg